

Les ingénieurs Icam et le service de l'Etat

Présentation La Politique: du grand Art comme "Arts et Métiers"

Jean-Marie Heyberger (74 IL), membre du Comité de rédaction

La Politique se définit comme l'Art de gouverner la cité

En tant qu'ingénieurs des Arts, ne faut-il pas y voir, aussi, un appel qui nous est spécialement destiné à proposer généreusement nos talents aux engagements très diversifiés de ce noble service ?

En cette période de recomposition politique, les candidatures en provenance de la société civile se multiplient et parmi elles, celles de salariés du privé. La situation n'est pas nouvelle mais prend de l'ampleur, la précédente législature comptant déjà 126 cadres d'entreprises.

Les Français souhaitent, majoritairement, le renouveau de la vie politique et 90% d'entre eux estiment qu'il faudrait y intégrer davantage de personnes ayant travaillé en entreprise.

La réussite allemande, sous la houlette

de sa chancelière, ingénieur-docteur en chimie quantique, incite aussi à cette diversification de nos gouvernants, timidement initiée en France par la récente nomination d'une ingénieure X-Ponts comme Ministre des Transports.

L'honnêteté et la rigueur intellectuelle de l'ingénieur sont les garants d'une bonne gestion du pays et probablement d'un état d'esprit contributeur à la moralisation de cette vie politique.

Que prévoit la loi vis-à-vis d'un salarié en campagne ou élu ?

Pour les candidats ou élus issus du privé, le Code du Travail offre différentes facilités.

En campagne, tout candidat à l'Assemblée Nationale, peut prétendre, auprès de son employeur, à vingt jours ouvrables d'absence. Durant ses absences, l'employé

n'est certes pas rémunéré mais peut tout de même demander que ses absences soient partiellement décomptées de ses jours de congés payés.

Le salarié élu en tant que député peut bénéficier d'une suspension de son contrat de travail jusqu'à la fin de son mandat à la condition de cumuler au moins un an d'ancienneté dans l'entreprise. Dans les deux mois suivant son mandat, il peut solliciter sa réembauche auprès de son employeur en bénéficiant pendant un an d'une priorité dans les emplois correspondant à sa qualification.

Dans le présent dossier consacré au service de l'Etat, des témoignages de personnalités engagées et des réflexions sur le sens de cet engagement vous aideront à entendre l'appel qui s'adresse à chacun d'entre nous. En tout cas la moisson est abondante et les ingénieurs y sont attendus plus nombreux.

L'ingénieur dans le « nouveau monde »

Francis Mer (X, Mines) ancien ministre

■ Les activités économiques de l'homme sont immergées depuis quelques décennies dans un nouvel environnement:

l'espace économique est désormais unique (le monde) et accessible à un nombre croissant d'humains; la digitalisation des signaux émis ou reçus est désormais mondiale, elle est peu coûteuse et elle touche chacun de nous; les acteurs économiques sont de plus en plus éduqués et ils le seront tous dans quelques décennies; ils continuent à apprendre tout au long de leur vie active et enrichissent en permanence leur capital personnel.

■ Cet environnement, très différent de celui qui a caractérisé les premiers siècles de la



«révolution» économique, entraîne de **profonds changements dans la manière dont les acteurs de toute entreprise doivent, dorénavant, travailler ensemble** et dont ils

doivent être organisés, pour que l'entreprise apprenne en permanence à changer, pour rester vivante, c'est à dire compétitive dans un environnement de plus en plus vaste et peuplé de concurrents s'appuyant chacun sur ses avantages relatifs parce que temporaires. Ces changements concernent le rôle de ceux qui sont censés savoir et faire faire par les

autres, les ingénieurs.

■ **L'ingénieur n'est plus en situation de savoir ce qu'il faut faire et de donner des instructions pour organiser le travail de ceux**

qui font. D'abord parce que ses propres connaissances deviennent rapidement obsolètes s'il ne les entretient pas par un effort conscient et organisé dans un monde qui ne l'attend pas pour avancer. D'autre part, parce que les opérateurs qu'il est chargé de gérer au quotidien ont tous appris, fait des études, et savent parce qu'ils font.

■ Dans un système où la concurrence ne peut que s'exacerber, l'entreprise n'a aucune chance de construire sa survie si elle ne sait pas en permanence **tirer le meilleur parti des capacités et expériences de tout son personnel**, et pas seulement de ses ingénieurs focalisés sur la réduction des coûts, notamment salariaux et si pour cela la fonction de ses ingénieurs n'est pas profondément réinventée.

■ **Le potentiel de performances de l'acteur humain est considérable** dès lors qu'il est considéré comme une personne capable d'initiative, de responsabilité, d'autonomie, d'expérience par les ingénieurs en charge de tirer parti de ce potentiel pour le mettre «au service» de la raison d'être de l'entre-

prise qui les réunit tous à un moment donné de leur existence et pour donner envie à chacun d'y rester parce qu'il s'y sent bien, apprécié, utile, parce qu'il est reconnu, et donc heureux d'agir avec les autres.

■ **Le rôle de l'ingénieur en «politique» est, en fait, analogue**, ne serait-ce qu'à cause de l'importance de l'activité «administrative» dans la vie économique d'un pays dont la moitié de l'activité est «recyclée». La différence principale avec l'activité privée est que le client, le consommateur de biens publics, n'a pas la liberté de choisir ses fournisseurs et qu'il est donc plus difficile de maintenir la nécessaire motivation de l'acteur public pour bien faire, pour faire mieux, pour faire autrement, dans un environnement qui n'est pas concurrentiel.

■ **L'ingénieur «public» doit donc penser autrement une partie de son rôle**, au-delà des méthodes de gestion et d'animation qui s'appliquent à l'organisation de toute communauté du travail. Il doit penser autrement les conditions rendant son personnel fier et heureux de rendre service aux clients «ci-

toyens» en inventant des critères de performance adaptés au service public et conduisant à en citer l'acteur public à développer sa propre inventivité, son propre mérite au service de l'autre, même si la survie du système n'est pas autant liée à cette compétitivité que dans l'entreprise, du moins dans le court terme.

■ **C'est donc en développant le concept d'une réussite collective** vers un futur où chacun est reconnu comme un citoyen «libre et égal» que l'ingénieur en politique peut apporter la contribution de son expérience privée. Car, en fait, c'est dans le «vivre ensemble» que se résume le but de toute communauté nationale, sans qu'il interdise la liberté individuelle de comportement et de vie privée. Dans le «nouveau monde» qui caractérise dorénavant notre époque, l'expérience sans cesse renouvelée de la réussite de la communauté «privée» prend donc une valeur croissante pour que les mêmes acteurs trouvent leur accomplissement dans leur vie «collective».

Au travail!

Mon implication dans la vie publique

François Bouvard (81 IL) Président du Groupe Icam

Le lien entre Icam et vie publique n'est, a priori, pas évident : en 1976, lorsque je suis entré à l'Icam, rue Auber à Lille, j'étais loin de penser que je contribuerais, un jour, à la vie publique.

Après un début de carrière dans le secteur pétrolier, j'ai complété ma formation par un MBA. Ces deux années d'études à Harvard m'ont permis d'échanger avec des étudiants de la Kennedy School, l'équivalent américain de l'ENA, ce qui a éveillé ma curiosité pour la « chose publique ». Cet intérêt passager a été mis en sommeil lorsque j'ai rejoint un cabinet de conseil aux responsables de grandes entreprises pour leur stratégie, leur organisation et leurs plans de transformation. Pendant plus de 20 ans d'une carrière internationale au service du secteur privé, j'ai pris graduellement conscience de l'importance, pour les entreprises, du cadre économique et réglementaire mis en place par les gouvernements: politique fiscale, sociale, monétaire, d'investissement, d'innovation. J'ai piloté, parallèlement plusieurs projets de recherche visant à mieux en comprendre les mécanismes.

En 2007, le gouvernement français souhai-

tant introduire de nouvelles méthodes issues du privé pour réformer la sphère publique, je suis passé « de l'autre côté du miroir ». J'ai été, alors, confronté à l'infinie complexité de la réforme dans le secteur public : ampleur des problèmes, parties prenantes souvent antagonistes, pressions politiques. Ce qui fonctionne dans le secteur privé est, de fait, difficilement transposable au secteur public. Il fallait donc inventer de nouvelles approches pour traiter cette complexité. J'ai eu, ensuite, l'opportunité de diriger l'activité de conseil aux gouvernements pour l'Europe, ce qui m'a permis de contribuer à la réforme de l'Etat dans différents pays, mesurant, à chaque fois, l'importance du contexte politique local. Cette implication, certes indirecte, dans la vie publique a été passionnante.

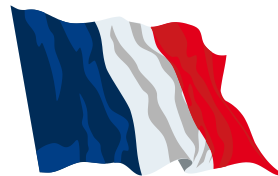
A l'issue de ma carrière chez McKinsey, j'ai poursuivi dans cette voie en travaillant avec deux anciens premiers ministres. J'ai conseillé Tony Blair pendant plus de 3 ans sur l'organisation et le développement des deux ONG qu'il avait créées, la première pour aider des états africains dans l'amélioration de leur gouvernance, et la seconde pour contrer la menace d'extrémisme religieux en développant

un dialogue entre des élèves et des étudiants de confessions différentes dans plus de 40 pays. J'ai,

en parallèle, coordonné, à titre bénévole, l'élaboration du projet présidentiel de François Fillon en pilotant une démarche impliquant plusieurs centaines de membres de la société civile, de hauts fonctionnaires et des parlementaires. Pendant plus de 3 ans nous avons formulé des propositions pour permettre à la France de faire face aux enjeux auxquels elle est confrontée.

Depuis 10 ans, ces contributions professionnelles et citoyennes en France et dans d'autres pays, certaines couronnées de succès d'autres non - ce sont les aléas de la vie politique - m'ont apporté de grandes satisfactions. Sans qu'elle revête jamais un caractère officiel - je n'ai jamais eu la tentation de briguer un mandat électif - j'ai trouvé dans mon implication dans la vie publique une façon passionnante de contribuer au bien commun, complément de mon engagement professionnel et associatif.





Ma vie d'officier

Olivier Lebas (87 IL), Amiral



Etre diplômé de l'Icam et devenir officier de Marine: pourquoi un tel parcours plutôt inhabituel ? Est-ce un métier ou une vocation ? Ma formation Icam était-elle appropriée ? Voici les questions les plus fréquentes que suscita mon choix de rejoindre la Marine dès la sortie de l'école. Ce choix décidé avant même d'avoir terminé l'Icam, entre la quatrième et la cinquième année, je l'ai vraiment vécu comme une vocation. Vocation à servir mon pays comme combattant et officier, vocation nourrie d'aspirations aux voyages, à l'action, au dépassement de soi, à la fraternité d'armes. Une vocation également animée par la volonté de participer aux opérations et être en première ligne. Une vocation confortée par l'intuition que le monde tourmenté allait nécessiter l'engagement des forces armées françaises bien au-delà de nos frontières, l'engagement de marins en mer pour une défense qui commence au large.

Je dois bien l'admettre : ma carrière a pleinement comblé ces aspirations ! La Marine Nationale, institution très ouverte à la diversité des parcours et des expériences, que l'on soit issu de concours internes ou de recrutements externes, m'a offert la chance de vivre pleinement cette vocation.

Toutes les portes m'ont été ouvertes. Après un service militaire comme aspirant chef de quart et un recrutement sur titre, j'ai pu m'orienter vers une carrière de pilote de chasse embarqué sur porte-

avons jusqu'à prendre la tête d'une flottille de combat, puis opter pour un retour sur bâtiments de combat qui s'est conclu par le commandement du « Charles de Gaulle ». Souvent déployé en opérations, dans le Golfe Persique, en ex-Yougoslavie, en Afghanistan, en Libye ou encore tout récemment au large de la Syrie contre Daech, je n'aurais pu souhaiter une carrière plus riche et intense ! L'Icam m'avait, finalement bien préparé, à cette carrière. Un ingénieur, n'est-ce pas, en quelque sorte une

personne capable de trouver des solutions face à des problèmes industriels, logistiques ou de conception, en s'appuyant sur une large culture technique, une aptitude à raisonner de manière méthodique et une capacité à fédérer son équipe autour d'un projet ? Or ces aptitudes sont tout aussi indispensables à l'officier de Marine qui, pour réussir sa mission, doit savoir identifier les bonnes options tactiques, maintenir la disponibilité de son matériel en mer loin de sa base arrière, et susciter une forte adhésion de ses marins à la mission.

Il y a bien sûr des spécificités du métier d'officier qui ne sont pas partagées avec celui de l'ingénieur. Notamment celles du métier d'armes, dont le but ultime est de commander des hommes dans le feu terrible du combat, parfois jusqu'au sacrifice. Sens de l'engagement total et dépassement de soi pour une œuvre qui nous dépasse, solidarité et force morale au sein d'un équipage devant affronter l'adversité

parfois d'une incroyable brutalité, éthique pour que le combat, quelle que soit sa violence, ne devienne jamais barbarie, voilà des valeurs indispensables au combattant et au marin.

Ces valeurs sont-elles si éloignées de celles promues au sein de l'Icam ? Je ne le pense pas. Le projet de l'école n'est-il pas de former des ingénieurs pleinement engagés dans leur entreprise, soucieux et respectueux des hommes qu'ils encadrent, armés d'une éthique des affaires conforme aux valeurs chrétiennes et capable de les guider dans la dureté de la vie économique, parfois impitoyable ? Avec cette pédagogie jésuite si typique qui ne nous a pas laissés indifférents, de nombreuses petites graines ont été semées au cours de notre formation à l'école. A chacun de nous de les laisser germer, en fonction de nos parcours respectifs et de nos charismes. Sans aucun doute, elles ont contribué à nourrir mes apprentissages et mes décisions tout au long de ma vie de marin.

Devenir officier de Marine, c'était aussi, choisir de vivre une vie quelque peu différente de celles de mes camarades Icam, une vie rythmée par des départs réguliers en mission, des absences prolongées que les facilités de connexion numérique, qui n'existaient pas lorsque j'ai commencé ma carrière, ne suffisent pas à compenser. La vie de famille devient plus exigeante. Je ne pourrai jamais assez remercier mon épouse d'avoir tant porté pour combler ces départs et avoir su apporter à nos enfants la sécurité d'un cadre propice à leur épanouissement malgré l'absence de leur père.

Savoir être pleinement disponible, attentif à ma famille lorsque je suis présent est la seule façon de compenser ce manque, de « rattraper le temps perdu » en quelque sorte. Cela reste néanmoins un défi constant et je dois avouer qu'il me reste de larges marges de progrès... Ce dilemme et cette exigence de savoir vivre le temps présent de manière pleine et entière, n'est-ce pas également le lot commun de nombreux cadres en entreprises, tellement



impliqués dans leurs responsabilités qu'il leur est difficile de concilier vie professionnelle et vie de famille ?

Avec le recul, je réalise que j'ai toujours vécu ma vocation d'officier de Marine comme un métier hors normes, atypique et plein de sel, que je n'aurais pu vivre ailleurs avec la même intensité. L'Icam qui peut sembler



loin de la mer m'y avait pourtant bien préparé. Je réalise aussi que mon métier, finalement, partage avec celui de mes camarades de l'Icam de nombreux points communs, liés notamment à la culture de l'ingénieur, au sens de l'engagement et au respect des hommes.

Lettre à un futur ingénieur : retour d'expérience sur un engagement syndical

Pierre Vanlerenberghe (64 IL)

J'ai accepté l'invitation à parler de l'engagement politique alors que je suis surtout connu pour mon engagement syndical à la CFDT, mon engagement associatif à la FONDA ou mon engagement de haut fonctionnaire au Commissariat au Plan. Mon parcours a été différent de celui de mon frère Jean-Marie (61 IL) qui a été surtout politique. Cependant nos démarches se ressemblent beaucoup. Car nos valeurs sont communes. Il s'agit dans les deux cas d'un engagement fondamental, corps et âme, où l'exercice de la responsabilité individuelle puise sa force dans l'action collective, ce que nous avait transmis notre père, syndicaliste dans les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. L'engagement syndical qui a été le mien auprès d'Edmond Maire n'était pas étriqué, défendre le seul intérêt des salariés. Il était fondé sur l'ambition de participer à l'élaboration du bien commun en partant de la condition salariale. La CFDT, en effet, a la particularité de penser ses demandes ou propositions en tenant compte de l'intérêt général ; elle revendique même de participer à son élaboration. C'est le seul syndicat - avec la CFTC - dont la posture n'est pas que purement revendicative (relevant de la seule gestion des intérêts particuliers) mais liée à un projet d'émancipation individuelle et collective que nous retrouvons au cœur de ce que veut être la République. C'est donc tout naturellement ce qui l'amène à vouloir participer par la négociation à la décision publique. C'est une des raisons qui ont

amené certains intellectuels à parler à son sujet d'une seconde gauche qui donne du poids à la société civile, face à l'Etat tout puissant.

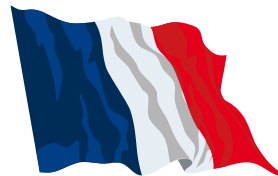
On regrette souvent que peu d'ingénieurs ne participent à la vie socio-politique.

Et pourtant ils ont des atouts pour le faire, l'approche méthodique, la mobilisation des sciences et techniques, le souci de faire... Mais il ne faut pas se méprendre, la rationalité technique ou scientifique n'est pas suffisante pour comprendre et transformer la société, d'autant plus que celle-ci ne saurait être « managée ». Si comme moi, on suit Claude Nicolet, un grand historien des institutions des mondes grec et romain, inspirateur de Pierre Mendès France, pour qui « l'idéal républicain est de fonder en raison ce que le peuple demande », on sait immédiatement que la tension entre les deux termes, raison et peuple, génère les passions... La politique, la décision publique, est le monde des passions, que la démocratie tente de dépasser. Les ingénieurs sont peu habitués à gérer les conflits à moins que nos Grandes Ecoles aient ouvert leur enseignement à la psychologie sociale, la sociologie, la philosophie. C'est là une de leurs faiblesses, dépassable par l'ouverture aux autres univers de la pensée.

De plus, les ingénieurs sont trop habitués à la linéarité des causes de la rai-



son technique. En bien des domaines, il n'y a pas qu'une seule raison, déjà en sciences, on sait qu'il peut y avoir des ruptures de paradigme qui modifient profondément les perceptions et les démarches. Alors sur le terrain politique!... On parle souvent de la science économique... L'est-elle vraiment? On parlait plutôt, lors de mes études complémentaires faites à la faculté du Panthéon à Paris, d'économie politique parce qu'on y mettait l'accent sur des modes d'approche différents... La modélisation comme l'effondrement des alternatives à l'économie de marché a mis à mal cette conception et pourtant ! Il n'y a pas qu'une seule voie économique pour permettre le développement humain. Selon les critères de justice sociale qu'on se donne en amont, l'économie de marché sera plus ou moins régulée, plus ou moins égalitaire, plus ou moins efficace. Les ingénieurs doivent comprendre et apprendre qu'il n'y a pas qu'une seule voie pour le progrès, qu'il existe des alternatives, et que l'essentiel est de discerner d'abord les valeurs qui sous-tendent les choix techniques avant de mobiliser sciences et techniques au service de la société. C'est à cette condition qu'ils pourront faire entendre leur voix, diverse, dans le jeu des passions, car y introduisant du discernement et du raisonnement souvent mis à mal dans les débats.



Jeu de rôle et sciences politiques

Noureddine Seoudi, coordinateur pédagogique Humanités au sein du Groupe Icam

Si, comme l'écrivait Aristote, « l'homme est un animal politique », l'ingénieur ne saurait l'être moins, surtout en cette période de profonds bouleversements. L'histoire montre que les ingénieurs ont su, à des moments importants, exprimer leur voix et même montrer la voie, fut-elle utopique. Ainsi, ils furent les fers de lance d'un saint-simonisme qui œuvrait, alors, à l'union de l'Occident et de l'Orient. Et ils n'hésitèrent pas à confronter, par presse interposée, leur vision du percement du canal de Suez, l'un

font vivre « leur Assemblée Nationale ». Le contexte est une fiction, mais une fiction cohérente, qui aurait pu ou pourrait se produire; l'année dernière une catastrophe naturelle causée par le dérèglement climatique, cette année l'éventualité d'un Frexit suite au Brexit qui a, lui-même, causé la sortie d'autres pays de l'Union Européenne. Le jeu de rôle et sa mise en scène sont simples : les étudiants, divisés en six partis, doivent proposer un programme cohérent par rapport aux idées du mouvement poli-

jugée trop favorable, là encore, une mesure idéologique jugée irréaliste.

Le Front de gauche, reconnaissable à l'homogénéité vestimentaire de ses membres, se fait rapidement remarquer, et le Front national lui tient la dragée haute. Face à eux, les Répub'Icam démontrent leur pragmatisme, les socialistes...

Généralement, le débat s'anime rapidement et il n'est pas rare que le Président de l'Assemblée, élu par tous les membres des partis, intervienne afin de canaliser les pas-



des grands moments de gloire de l'ingénierie française du 19^{ème} siècle. Ce ne sont là que des exemples parmi tant d'autres. Dans un monde où les utopies se font rares, il convient de proposer un idéal, d'entrer dans le débat, voire de le susciter. Dans cette perspective, l'enseignement des sciences politiques s'avère incontournable. Depuis deux années maintenant, sur le site de Lille, le cours traditionnel de sciences politiques, dispensé en première année de prépa, s'est transformé en un jeu de rôle dans lequel les étudiants, l'espace de deux séances de deux heures,

tique choisi. Ils présentent à la nation (et ce dans un rapport d'une vingtaine de pages), l'historique du parti, son idéologie, l'organigramme (qu'ils incarnent) et le programme de sortie de crise ou une vision de l'avenir. Chaque parti est invité à exposer ses mesures, à les justifier et à les étayer par de solides arguments. Puis vient le temps du débat. Les autres partis s'organisent et bénéficient chacun du droit de poser une question afin de prendre à défaut le programme proposé. Là, une contradiction concernant le budget, là, une conjoncture économique

sions démontrées. Egalement, certains étudiants dévoilent leur qualité d'orateur, mais il arrive, souvent, qu'un membre un peu plus en retrait déstabilise son adversaire par une formule lapidaire.

Un bémol, peut-être; certains se laissent trop porter par la dynamique du groupe et estiment qu'une contribution minimale tant à l'écrit qu'à l'oral (même si une répartition du travail est demandée) sera suffisante. Oui, ces fameux imposteurs qu'il faut démasquer, mais n'est-ce pas là, également, une réalité de la vie politique ?

Valeurs chrétiennes et engagement public

Père Grégoire Catta, sj



Comment un ingénieur Icam peut-il vivre ses valeurs chrétiennes en s'engageant dans la vie publique (de simple maire de commune jusqu'aux hautes fonctions sénateur/ ministre / député) ?

Comme plusieurs papes l'ont rappelé, pour les chrétiens : « **la politique est la plus haute forme de charité** ».

En effet, l'amour du prochain qui est au cœur de la foi chrétienne n'est pas qu'une question de relations interpersonnelles ou d'attention à porter envers celui ou celle qui, comme dans la parabole

du Bon Samaritain, se trouve dans la détresse au bord du chemin et réclame notre aide. L'amour du prochain se traduit, aussi, dans le souci d'avoir des cadres et des institutions qui permettent à tous de vivre dignement ensemble, d'être respectés et protégés et, aussi, de pouvoir contribuer à la société. Dans la même parabole de l'Évangile, après

avoir secouru l'homme en détresse, le bon samaritain le confie à une auberge et verse même quelques deniers pour qu'on prenne soin de lui. L'amour du prochain passe par l'organisation de la société selon les principes de justice et du souci du bien commun qui requièrent que l'on s'engage très pratiquement et très concrètement dans la vie sociale et économique, mais aussi dans la vie politique.

Exercer des responsabilités politiques au niveau le plus local comme à des niveaux plus vastes, c'est accepter de servir ce projet de recherche de justice et du bien commun. Le pouvoir n'est pas autorisation de dominer pour écraser mais devoir de servir en commençant par ce qu'il y a de plus faible et de plus fragile dans l'hu-

manité et dans la création. Il n'y a pas une unique « politique chrétienne ». Jésus n'a pas fondé de parti et l'Évangile n'offre pas un programme politique clé en main. Les chrétiens sont légitimement pluriels dans leurs options. Mais il y a bien une manière chrétienne de s'engager au service de la cité. Il y a des principes qui guident l'action et que la tradition de l'Église rappelle inlassablement: le respect de la dignité de toute vie humaine (de l'embryon à la personne âgée et au migrant), la recherche du bien commun, la solidarité, la subsidiarité, la destination universelle des biens. Et, au travers de tout cela, le souci prioritaire des plus pauvres. Il y a, aussi, un style qui passe par une attention à la parole et à l'écoute dans le souci constant du dia-

logue qui n'est pas imposition de « sa vérité » - qui peut prétendre prendre la place de Dieu? - mais bien recherche ensemble « en vérité ». Et tout ceci nécessite du courage. Mais comme le soulignait le pape François en 2015, dans sa grande lettre *Laudato si'* en parlant des défis à relever concernant l'environnement, le réchauffement climatique et la lutte contre la pauvreté: « *Qu'un homme politique assume ces responsabilités avec les coûts que cela implique, ne répond pas à la logique d'efficacité et d'immédiateté de l'économie ni à celle de la politique actuelle ; mais s'il ose le faire, cela le conduira à reconnaître la dignité que Dieu lui a donnée comme homme, et il laissera dans l'histoire un témoignage de généreuse responsabilité* » (LS 181).

Livre blanc de l'IESF

Pierre Thiam (72 IL)

L'IESF, à travers les 175 plus grandes associations d'alumni d'ingénieurs & scientifiques,

- rassemble plus d'1 million d'ingénieurs soit 4% de la population active,
- s'efforce d'être un organisme légitimé dans sa représentation et mieux reconnu par les pouvoirs publics,
- incite et soutient l'engagement des ingénieurs, porteurs des valeurs et compétences liées à cette profession, dans l'action publique.

Enquête IESF « Observatoire de l'Ingénieur »

Le fait est connu et l'enquête IESF 2016 « Observatoire de l'Ingénieur » questionnant sur le sujet faisait le constat de cette faiblesse: **en France, 3% des ingénieurs ont un engagement politique**. De ceux-ci, la moitié a, ou a eu, un mandat électif et celui-ci est à 94% communal, à 7% régional et à 3% national...

Cette enquête réalisée depuis plusieurs décennies, outil de référence en France caractérisant la profession et son évolution, renseigne sur la raison principale (à 53%) de cet engagement : **mettre à la disposition de leurs concitoyens une expérience en entreprise** ; les compétences principales apportées en tant qu'ingénieur étant : la conduite de projet (68%) et le travail en équipe (62%).

Ces ingénieurs engagés jugent leur apport utile et l'expérience enrichissante, et recommandent cette expérience au point d'être prêts à faire du coaching. Ils pensent, cependant, que des mesures assouplissant leurs contraintes professionnelles pourraient susciter plus de vocations, en particulier des facilités pour un travail à temps partiel durant le mandat (72%).

Journée Nationale de l'Ingénieur

Lors de la « Journée Nationale de l'Ingénieur » organisée par l'IESF en 2016 - autre manifestation de l'IESF au niveau national pour la promotion de la profession - un intervenant notoire, Etienne Klein, a initié son intervention en notant que, dans la tranche 25-29 ans, **1 homme sur 7 en France est ingénieur... chiffre - énorme - à mettre en relation avec le relatif silence des ingénieurs dans la société civile**. Lisant beaucoup la presse, les tribunes et les chroniques, il n'en voit jamais d'écrites par des ingénieurs... mais beaucoup par des économistes, avocats, sportifs...

Ce silence paraît bien problématique à une époque où, précisément, les choix technologiques sont de plus en plus difficiles à prendre, qu'il s'agisse du nucléaire, des OGM, etc... On sent bien que nos sociétés sont tiraillées, ont du mal à se décider et chacun constate que tous les choix pris

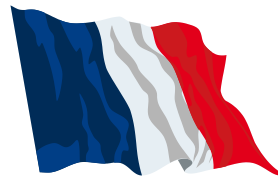


par la représentation nationale ne font pas autorité. Membre du conseil scientifique de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, Etienne Klein constate une situation presque bloquée: par exemple, à propos du nucléaire, on ne sait pas décider parce qu'on ne peut pas... alors on décide de prolonger la durée des centrales nucléaires... On décide cela parce qu'on ne peut pas décider !

Constat qui ne cesse pas d'être inquiétant, conséquence de la disparition de tout projet de société au sein duquel les divers projets (des entreprises, et autres) pourraient prendre sens.

Etienne Klein estime que ce silence doit être corrigé et que les ingénieurs, qui sont les acteurs principaux de ce que l'on peut appeler l'« agir technologique » dans la société, ceux qui font que la technologie, ou les technologies, s'impriment dans la vie de chacun, soient aussi des « **intellectuels de l'agir technologique** », et qu'ils s'expriment à propos « de ce qu'ils pensent et de ce qu'ils font ».

Le fait que l'idée de progrès soit laissée en jachère intellectuelle fait que le futur n'est plus colonisé par des projections qui viendraient de la société tout entière. Pour autant, il ne considère pas que c'est aux ingé-



niers de faire des projets de société, mais que c'est à eux de dire comment ils voient le sens qu'ils donnent à l'avenir technologique auquel ils participent... «sinon ça pourrait, je pense, mal se passer ! »

Nécessité pressante, pour un apport qui, convenons-en, est complexe à définir...

Le « Livre blanc » IESF 2016

C'est donc en prenant une approche « d'ingénieur » qu'IESF s'est attelée à la tâche : partir du vécu de terrain aux plans humain, technique, environnemental et dans le droit fil d'une approche d'ingénierie, proposer des solutions à court, moyen et long terme, aux effets mesurables en identifiant précisément les bénéfices attendus, tout en prenant en compte les difficultés présentes.

Ce projet nécessitait une forte mobilisation avec plus d'une centaine de personnes travaillant dans 13 groupes et quelques milliers sur les réseaux sociaux et le site. Il avait pour objectif d'être un support pour les ingénieurs s'engageant dans l'espace public, mais également un outil de communication pour l'IESF dans la campagne présidentielle qui s'annonçait.

Le résultat de ces travaux, le « Livre Blanc », intitulé : « **Relever les défis d'une économie prospère et responsable; les ingénieurs et scientifiques s'engagent** » se traduit par une cinquantaine de propositions dont **15 considérées comme prioritaires**, détaillées dans treize chapitres.

Ces propositions peuvent se regrouper en quatre grands thèmes :

- **l'éducation** comme clé du progrès,
- **les questions de société**: approche du risque, éthique, engagement politique,
- **la compétitivité** par l'approche collective,
- et plus spécifiquement **la formation des ingénieurs et scientifiques** aux nouveaux enjeux techniques et sociétaux.

Ci-après est reproduite la proposition B2 « inciter les ingénieurs et les scientifiques à être candidat aux élections locales ».

Deux ingénieurs Icam ont accepté de contribuer à ces travaux dans leur domaine d'expertise: Olivier Schimpf (I08 AcL) sur le thème de l'usine du futur et Dominique Genelot (64 IL) sur la responsabilité éthique de l'ingénieur dans les systèmes complexes. Dans sa note adressée au groupe de rédaction, Dominique insistait sur la nécessité de fournir une base solide de connaissances épistémologiques: « l'ingénieur a besoin de s'appuyer sur des connaissances épistémologiques précises et « actionnables », et sur la conscience du fait que ce qu'il construit dans sa tête va orienter ce qu'il construit dans le monde réel. Ce besoin recouvre les questions d'épistémologie (comment se construisent nos connaissances), de modélisation (comment se construisent nos représentations du réel), de conception (comment élaborer nos projets, comment produire nos innovations) ».

Le débat est ouvert : il s'agit de donner du sens au progrès technologique, contribuer au développement de l'industrie et des services français, montrer que les ingénieurs et scientifiques s'engagent, susciter des vocations d'ingénieurs dans la diversité de notre société.

Prenez connaissance du document de synthèse sur le site de l'association et faites-nous part de vos analyses :

http://home.iesf.fr/offres/doc_online_src/752/IESF-LivreBlanc-HD.pdf

Prenez aussi connaissance des réalisations de l'IESF, porte-parole de notre profession au niveau national, organisée au niveau régional avec des activités propres à chaque région et partageant ces objectifs :

- Rassembler les ingénieurs et scientifiques de France et leurs associations en encourageant une collaboration transversale.
- Valoriser et structurer la profession d'ingénieur et de scientifique en faisant mieux connaître ses métiers et réalisations, et en assurant la promotion de son image.
- Représenter la profession auprès des pouvoirs publics, des entreprises et du grand public pour contribuer au développement économique du pays.
- Promouvoir en France et à l'étranger la filière française de formation aux études scientifiques, en particulier celle des ingénieurs.
- Soutenir les associations membres dans le développement des produits et services qu'elles souhaitent apporter à leurs adhérents.

INCITER LES INGÉNIEURS Icam ET LES SCIENTIFIQUES

À ÊTRE CANDIDATS AUX ÉLECTIONS LOCALES



www.iesf.fr

Une vague énorme

Gaël Le Bohec (100 IN)

Une énergie nouvelle et positive se développe pour transformer la France. Cette énergie, c'est le mouvement «La République En Marche!». Il représente la population française par sa diversité, ses valeurs d'écoute, d'ouverture et de progrès.

Volontairement, je me suis engagé pour les valeurs fortes que ce mouvement porte;

■ **L'écoute:** c'est aller chercher des informations par des sentiers nouveaux et des personnes diverses. Nous avons, pour cela, réalisé à l'été 2016 une « Grande Marche » allant au contact de 60 000 Français pour comprendre notre pays, les français et leurs aspirations.

■ **L'ouverture:** c'est aller chercher des témoignages différents et représentant l'ensemble de la population française en dépassant les idéologies traditionnelles et partisanes.

■ **Le progrès:** c'est co-construire l'avenir tel un projet commun dépassant les cliques. J'ai, pour cela, eu la chance de créer, fin 2016, le comité « Bain de Bretagne En Marche » (où j'habite) pour construire le programme du mouvement. Aujourd'hui, ce comité rassemble plus de 70 adhérents (en France : plus de 3500 comités et plus de 350 000 adhérents).

Evidemment, il est difficile de se mettre en « retrait » de cette jeune entreprise « Optilog Santé » créée début 2015 et qui grandit tous les jours un peu plus ; j'ai la chance, pour cela, d'avoir des associés Icam de confiance.

Evidemment, il est difficile de voir un peu moins sa famille et de trouver des nouvelles organisations quotidiennes ; je suis, pour cela, épaulé par mon épouse (elle aussi entrepreneure), ma famille et mes

amis.

Les quelques ajustements sont largement dépassés par l'engagement et l'énergie qui émergent actuellement en France. Une vague prometteuse, probablement historique, se construit pour la France et l'Europe et je souhaite participer à cette vague. J'ai décidé de prendre mes responsabilités pour un changement de méthode et un projet de transformation économique, sociale et écologique.

Ce document a été rédigé par Gaël avant les élections législatives. Nous savons, maintenant, que Gaël a été élu député de sa circonscription, ce dont nous le félicitons chaleureusement. (N.D.L.R.)







Comment ça marche ? [f](#) [t](#) [v](#) [in](#)

AUDACE ET DÉVELOPPEMENT

Gardez la date... 21 novembre 2017

Soirée annuelle des donateurs de l'Icam - 2ème édition

21 novembre 2017 - de 18h à 22h au Centre Sèvres, Paris 6^{ème}



La soirée sera placée sous le thème de la Recherche. Face aux profonds changements sociétaux et environnementaux en cours, comment associer notre responsabilité collective au progrès technologique ? Une table ronde co-animée par Maurice Thévenet et Laurent Falque, offrira, par ailleurs, un éclairage spécifique sur la Chaire Sens et Travail suite à son inauguration en février 2017.

Pour plus d'informations :
nicolas.juhel@icam.fr - 06.42.40.14.17

Pierre-Yves Rogez, Président de la Fondation Féron-Vrau
 Jean-Michel Viot, Directeur Général du Groupe Icam